



ÉTUDE DE L'UNÉDIC
EN PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT ELABE

BAROMÈTRE DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE ET DE L'EMPLOI

TERRAIN RÉALISÉ DU 30 AOÛT AU 26 SEPTEMBRE 2022

Décembre 2022

Dans le cadre de la quatrième édition du Baromètre de la perception du chômage et de l'emploi, l'institut Elabe a analysé pour l'Unédic le regard des Français sur la situation de l'emploi, et leurs représentations du chômage. Les trois volets précédents du Baromètre avaient été réalisés respectivement en mars 2020 (avant la crise Covid-19), juillet 2020 et septembre 2021.

LA PERCEPTION D'UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION DE L'EMPLOI POURSUIT SA PROGRESSION

Le premier enseignement de cette édition du Baromètre est la poursuite de la hausse, entamée en juillet 2020, du **sentiment d'amélioration de la situation de l'emploi en France** (16 %, +5 pts¹, +12 pts/juil. 2020), même s'il faut noter qu'une majorité (51 %) considère toujours qu'elle se dégrade.

¹ Sauf mention contraire, toutes les évolutions sont effectuées depuis le volet 3 du Baromètre (sept. 2021)

Pour eux-mêmes, les actifs en emploi redoutent moins de connaître une période de chômage dans les deux prochaines années (63 % estiment que la probabilité est faible, +6 pts) et **les demandeurs d'emploi sont plus confiants sur leur retour en emploi** (40 % probabilité forte, +5 pts).

En conséquence, **l'optimisme pour son avenir professionnel se consolide** tant chez les actifs en emploi (67 %, dont 16 % +4 pts *très optimiste*) que chez les demandeurs d'emploi (63 %, +3 pts).

LE REGARD DE L'OPINION PUBLIQUE SUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI SE DURCIT

Si le chômage est toujours, aux yeux des Français, avant tout causé par les évolutions de la société (59 %, -6 pts), la responsabilité prêtée aux chômeurs eux-mêmes est en forte hausse (50 %, +7 pts) et dépasse celle des **entreprises (45 %, -2 pts)**. Dans le détail, les principales causes du chômage sont pour les Français : le fait que les gens ne veulent pas travailler (33 %, +8 pts) ; la tendance des entreprises à faire plus avec moins de collaborateurs (29 %) ; le poids des charges sociales des entreprises (27 %) ; la destruction d'emplois par l'évolution des technologies, la numérisation et la robotisation (26 %, -3 pts) ; les délocalisations à l'étranger (25 %, -10 pts) ; le trop faible contrôle des chômeurs fraudeurs (25 %, +4 pts) et le montant des allocations versées aux chômeurs (24 %, +5 pts).

La perception de demandeurs d'emploi « victimes » d'une situation subie demeure majoritaire mais recule. Pour 72 % (-3 pts) des Français, le chômage est une situation davantage subie que choisie et pour 63 % (-3 pts), il est une fatalité, un coup du sort.

En parallèle, le « soupçon » à l'égard des demandeurs d'emploi progresse. Une majorité de Français estime que si les demandeurs d'emploi rencontrent des difficultés à trouver du travail, c'est parce qu'ils ne font pas de concession dans leur recherche d'emploi (60 %) et qu'ils ne veulent pas risquer de perdre leur allocation chômage (57 %, +2 pts). En définitive, 49 % affirment que la plupart des chômeurs ne cherche pas vraiment à retrouver un emploi.

LES DEMANDEURS D'EMPLOI PERÇOIVENT LE DURCISSEMENT DE L'OPINION ET EN SOUFFRENT

Plus d'1 demandeur d'emploi sur 2 perçoit ce regard critique : invités à décrire spontanément ce que, d'après eux, les Français pensent des chômeurs, plus de la moitié (52 %, +7 pts) cite un terme péjoratif (*fainéant, profiteuse, assisté, fraudeur, etc.*). Cet item a progressé de 13 points depuis le premier volet du Baromètre en mars 2020.

Le regard négatif de l'opinion est **ressenti par les demandeurs d'emploi** : 25 % d'entre eux entendent d'autrui qu'ils sont des assistés, 22 % des paresseux et 23 % se sentent même méprisés au quotidien. **Ils font l'expérience régulière de l'inquisition et du soupçon** : 47 % déclarent être questionnés avec insistance sur leur recherche d'emploi et 43 % ne sont pas crus lorsqu'ils affirment rechercher activement un emploi.

Les demandeurs d'emploi réfutent l'image que leur renvoie la société :

- 83 % d'entre eux se voient comme des personnes persévérantes, alors que 57 % des non-demandeurs d'emploi ne partagent pas cet avis,
- 83 % des demandeurs d'emploi se considèrent comme dynamiques, alors que 71 % des non-demandeurs d'emploi ne partagent pas cet avis,
- 80 % des demandeurs d'emploi se perçoivent comme courageux, alors que 62 % des non-demandeurs d'emploi ne partagent pas cet avis.

La majorité des non-demandeurs d'emploi pense que les allocataires ont le sentiment de profiter du système (62 %) ou qu'ils doivent se sentir dépendants de la société (73 %), des affirmations contestées par les demandeurs d'emploi (respectivement 83 % et 64 % ne sont *pas d'accord* avec ces affirmations).

Pour autant, les demandeurs d'emploi font le récit d'un quotidien plus difficile que celui des actifs en emploi : ils ont un état d'esprit plus négatif (48 % se sentent heureux, contre 77 % des actifs en emploi) et un sentiment plus fort de perte de maîtrise (40 % ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent, contre 64 % des actifs en emploi).

UN SYSTÈME D'ASSURANCE CHÔMAGE JUGÉ INDISPENSABLE MAIS DONT LES MODALITÉS DIVISENT

La conviction que tout le monde peut connaître une période de chômage au cours de sa carrière reste fortement présente (95 %, dont 59 % *tout à fait d'accord*). **Le système d'Assurance chômage est donc toujours considéré comme un droit utile et un bouclier** pour protéger contre les évolutions de la société :

- Les allocations chômage sont un droit, puisqu'issues de cotisations (87 % *d'accord*).
- S'il n'y avait pas les allocations chômage, la plupart des demandeurs d'emploi ne pourraient pas vivre dignement (86 %).
- Les allocations constituent un revenu de remplacement entre deux emplois (84 %).
- Elles contribuent à lutter contre la pauvreté (74 %).

Néanmoins, l'attachement au modèle français d'Assurance chômage se dégrade (59 % des Français se disent attachés à l'Assurance chômage, -4 pts) et **ses modalités clivent toujours l'opinion :**

- Les allocations chômage sont un frein au retour à l'emploi (une opinion partagée par 49 % des Français et rejetée par 51 % des Français).
- La durée moyenne des droits aux allocations chômage est trop longue (48 % sont d'accord et 52 % ne sont pas d'accord avec cette affirmation).
- Le montant des allocations chômage est trop élevé (40 % des Français indiquent être d'accord avec cette affirmation, alors que 60 % disent ne pas être d'accord).
- Le montant des allocations chômage dépasse parfois l'ancien salaire (une opinion partagée par 38 % des Français et réfutée par 62 %).

L'opinion des Français reste fondée sur une connaissance partielle :

- De la réalité des allocations chômage :
 - 31% sous-estiment et 34% surestiment le montant moyen.
 - 43% sous-estiment et 15% surestiment la durée maximum des droits aux allocations chômage.
 - Ils méconnaissent les situations qui donnent le droit aux allocations chômage.
- Des réalités du chômage, notamment une surestimation du taux de chômage en France estimé en moyenne à 15 %, alors qu'il se situait à 7,4 % au moment de l'enquête.
- De la diversité des situations des demandeurs d'emploi. Pour 56 % des Français, un chômeur est forcément quelqu'un qui touche une allocation, alors que l'Assurance chômage indemnise 2,5 millions d'allocataires, soit une fraction de l'ensemble des 6,5 millions de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues.

LES MÉTIERS DANS 10 ANS

LES FRANÇAIS S'ATTENDENT À DE GRANDS BOULEVERSEMENTS MAIS SONT CONFIANTS POUR LEUR SITUATION PERSONNELLE

Quand ils pensent à l'évolution des métiers dans les 10 prochaines années, les Français imaginent un monde du travail bouleversé où de plus en plus d'actifs :

- Alternent des phases de chômage et des phases d'emploi (81 % *probable*)
- Mobiliseront les algorithmes et l'intelligence artificielle (80 %)
- N'exerceront pas un seul métier mais plusieurs simultanément (79 %)
- Travailleront davantage à distance, en télétravail (76 %)
- Se formeront davantage qu'aujourd'hui (75 %)
- Ne seront pas salariés mais indépendants ou entrepreneurs (58 %)

Dans ce monde bouleversé, les Français anticipent une forte expansion de 2 métiers « d'avenir » :

- Les métiers du soin : 61 % pensent qu'il y aura plus d'emplois d'aides à domicile, et 38 % d'infirmiers, de sage-femmes ou d'aides-soignants
- Les métiers dans l'informatique : 56 % estiment qu'il y aura plus d'emplois d'ingénieurs en informatique

La projection dans un marché de l'emploi bouleversé s'accompagne d'un certain pessimisme : 49 % des Français pensent que la situation de l'emploi dans 10 ans sera moins bonne qu'aujourd'hui, 38 % aussi bonne, 13 % meilleure.

Et, à l'égard des transitions en cours dans notre société, de quelques inquiétudes : 41 % estiment que les évolutions technologiques causeront davantage de destructions que de créations d'emplois (et 38 % autant), une proportion légèrement moindre partage cette crainte concernant le vieillissement de la population (33 % plus de destructions, 36 % autant).

En revanche, les Français sont plus optimistes à l'égard de la transition écologique : 42 % pensent qu'elle génèrera autant de créations que de destructions d'emplois, 26 % plus de créations, 22 % plus de destructions.

Les plus diplômés, premiers bénéficiaires de ces évolutions : les Français s'attendent à ce que les créations d'emplois résultant des évolutions technologiques (65 %) et dans une moindre mesure de la transition écologique (41 %) bénéficient principalement aux plus diplômés. Ils sont en revanche plus mesurés à l'égard du vieillissement de la population : 51 % s'attendent à ce qu'il bénéficie autant aux plus diplômés qu'aux moins diplômés, 31 % aux moins diplômés, 18 % aux plus diplômés.

7 actifs sur 10 sont convaincus que leur métier sera touché par ces évolutions : 50 % déclarent qu'il va changer mais pas radicalement, 15 % qu'il va changer radicalement, 6 % pensent même qu'il va disparaître.

Mais ils accueillent ces changements avec confiance : 82 % s'estiment capables de s'adapter aux évolutions qui pourraient toucher leur métier dans les 10 prochaines années. Une confiance élevée tant chez les plus diplômés (87 %) que chez les moins diplômés (77 %), chez les actifs en emploi (83 %) comme chez les demandeurs d'emploi (77 %).

Pour les aider à s'adapter aux évolutions de leur métier, les actifs comptent avant tout sur les organismes de formation professionnelle (34 %) et les entreprises (33 %), devant l'Etat (25 %), les collectivités locales (18 %) et les syndicats de salariés (18 %). A noter que les demandeurs d'emploi comptent particulièrement sur Pôle emploi (23 %, 3^e acteur cité).

A contrario, près de 3 actifs sur 10 (29 %) déclarent ne compter que sur eux-mêmes.

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

CIBLES	GRAND PUBLIC Volet 1 - 3 011 interviews Volet 2 - 3 003 interviews Volet 3 - 3 003 interviews Volet 4 - 3 012 interviews	DEMANDEURS D'EMPLOI Volet 1 - 1 503 interviews Volet 2 - 1 520 interviews Volet 3 - 1 517 interviews Volet 4 - 1 513 interviews
SOURCE	PANEL	
REPRESENTATIVITÉ	<ul style="list-style-type: none"> Echantillon représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 15 ans et + Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, catégorie socioprofessionnelle, catégorie d'agglomération, région de résidence, et chômeur/non-chômeur, + niveau de diplôme en SUIVI <i>(données Insee issues du recensement de la population 2017)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Echantillon représentatif des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E) en France Métropolitaine et Outre-mer (hors Mayotte) à date du 30 mai 2022. Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, niveau de diplôme, région de résidence, catégorie d'agglomération, statut d'indemnisation, catégorie Pôle emploi, ancienneté d'inscription, motif d'inscription à Pôle emploi <i>(données issues du FNA, demandeurs d'emploi inscrits hors Mayotte et hors AB A10)</i>
MODE DE RECUEIL	Par internet (questionnaire en ligne auto-administré)	
DATES DE TERRAIN	Volet 1 : Interrogation par Internet du 24 février au 9 mars 2020 Volet 2 : Interrogation par Internet du 17 juin au 6 juillet 2020	Volet 3 : Interrogation par Internet du 31 août au 27 septembre 2021 Volet 4 : Interrogation par Internet du 30 août au 26 septembre 2022
DURÉE	Durée médiane de 23 minutes	
	18 minutes	32 minutes
ÉVOLUTIONS	Les évolutions significatives par rapport au 3 ^{ème} volet du baromètre sont indiquées. Lorsqu'aucune évolution n'est signalée, c'est que les résultats sont stables ou l'évolution trop faible pour être statistiquement significative.	

INTERVALLES DE CONFIANCE

ENSEMBLE DES FRANCAIS

Marges d'erreur (niveau de confiance 95%) pour un échantillon de **3 000** personnes :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 0,8	4,2 et 5,8
10	+/- 1,1	8,9 et 11,1
15	+/- 1,3	13,7 et 16,3
20	+/- 1,4	18,6 et 21,4
25	+/- 1,6	23,4 et 26,6
30	+/- 1,6	28,4 et 31,6
35	+/- 1,7	33,3 et 36,7
40	+/- 1,8	38,2 et 41,8
45	+/- 1,8	43,2 et 46,8
50	+/- 1,8	48,2 et 51,8
55	+/- 1,8	53,2 et 56,8
60	+/- 1,8	58,2 et 61,8
65	+/- 1,7	63,3 et 66,7
70	+/- 1,6	68,4 et 71,6
75	+/- 1,6	73,4 et 76,6
80	+/- 1,4	78,6 et 81,4
85	+/- 1,3	83,7 et 86,3
90	+/- 1,1	88,9 et 91,1
95	+/- 0,8	94,2 et 95,8

Exemple de lecture : Pour un résultat observé de 25%, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre 23,4% et 26,6%.

ACTIFS EN EMPLOI

Marges d'erreur (niveau de confiance 95%) pour un échantillon de **1 600** personnes :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,1	3,9 et 6,1
10	+/- 1,5	8,5 et 11,5
15	+/- 1,8	13,2 et 16,8
20	+/- 2,0	18 et 22
25	+/- 2,1	22,9 et 27,1
30	+/- 2,2	27,8 et 32,2
35	+/- 2,3	32,7 et 37,3
40	+/- 2,4	37,6 et 42,4
45	+/- 2,4	42,6 et 47,4
50	+/- 2,5	47,5 et 52,5
55	+/- 2,4	52,5 et 57,4
60	+/- 2,4	57,6 et 62,4
65	+/- 2,3	62,3 et 67,3
70	+/- 2,2	67,8 et 72,2
75	+/- 2,1	72,9 et 77,1
80	+/- 2,0	78,0 et 82,0
85	+/- 1,8	83,2 et 86,8
90	+/- 1,5	88,5 et 91,5
95	+/- 1,1	93,9 et 96,1

Exemple de lecture : Pour un résultat observé de 25%, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre 22,9% et 27,1%.

DEMANDEURS D'EMPLOI

Marges d'erreur (niveau de confiance 95%) pour un échantillon de **1 500** personnes :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,1	3,9 et 6,1
10	+/- 1,5	8,5 et 11,5
15	+/- 1,8	13,2 et 16,8
20	+/- 2,0	18,0 et 22,0
25	+/- 2,2	22,8 et 27,2
30	+/- 2,3	27,7 et 32,3
35	+/- 2,4	32,6 et 37,4
40	+/- 2,5	37,5 et 42,5
45	+/- 2,5	42,5 et 47,5
50	+/- 2,5	47,5 et 52,5
55	+/- 2,5	52,5 et 57,5
60	+/- 2,5	57,5 et 62,5
65	+/- 2,4	62,6 et 67,4
70	+/- 2,3	67,7 et 72,3
75	+/- 2,2	72,8 et 77,2
80	+/- 2,0	78,0 et 82,0
85	+/- 1,8	83,2 et 86,8
90	+/- 1,5	88,5 et 91,5
95	+/- 1,1	93,9 et 96,1

Exemple de lecture : Pour un résultat observé de 25%, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre 22,8% et 27,2%.



**BAROMETRE
DE LA PERCEPTION
DU CHOMAGE
ET DE L'EMPLOI**

ÉTUDE DE L'UNÉDIC RÉALISÉE
AVEC L'INSTITUT ELABE

Décembre 2022

Unédic

4, rue Traversière 75012 Paris

T. +33 1 44 87 64 00

 [@unedic](https://twitter.com/unedic)  [unedic](https://www.linkedin.com/company/unedic) [unedic.org](https://www.unedic.org)